

**Engagés contre
les fermetures
d'écoles**

Edito

Cette lettre des élus communistes tarbais est la première et répond à plusieurs objectifs.

Le premier est de casser cette image d'Epinal selon laquelle les Conseils Municipaux seraient de gentilles réunions décidant dans la sérénité et un total respect, des orientations de gestion pour Tarbes. Suivez sur internet une seule de ses séances, vous en jugerez par vous-même !

Le deuxième est de lutter contre cette idée entretenue par la droite tarbaise que l'opposition municipale n'aurait rien à dire.

Disons plutôt que sur des dossiers tels que l'aménagement du site de l'Arsenal, la halle Brauhauban ou le devenir de l'abattoir, notre point de vue diverge de celui de l'équipe aux manettes. Et nous pensons que ces questions méritent toutes un vrai débat démocratique, ce qui n'est aujourd'hui pas le cas !

Le troisième est que, OUI le Conseil Municipal est une assemblée qui rend des arbitrages politiques, et doit l'assumer. Et NON Gérard Trémège n'est pas un homme au dessus de la mêlée, mais le Président départemental de l'UMP qui fait des choix en conformité avec son Parti.

✓ Ainsi celui de libéraliser le marché de l'eau et de l'assainissement, demain celui de l'abattoir afin de financer sa politique « de grands travaux » !

✓ Ou encore, celui de consacrer en deux ans plus d'un million d'euros à des caméras de surveillance, installées en centre ville alors que les actes de violence sont commis dans des quartiers, dépourvus d'animateurs, de services et de police de proximité.

✓ Ou celui de toujours précariser un peu plus les agents communaux n'hésitant pas à leur signifier en substance que s'ils ne sont pas heureux ainsi, « il y a du monde au portillon de la Mairie pour prendre leur place... »

Ferions-nous mieux ? Différemment, en tout cas OUI.. Ce sont ces options que nous voulons vous présenter et débattre avec vous. Pour aujourd'hui et pour demain, car demain est toujours un autre jour.



Marie-Pierre VIEU
mariepierreview@yahoo.fr
<http://mpvieu.canalblog.com>

Hervé SAINT-MEZARD
hersm@yahoo.fr



Marie-Laure EYDELIE-BUFFAT
eydelimarie@aol.fr

Carole BARBE
carolebarbe@orange.fr



Le conseil municipal de Tarbes de janvier a porté sur le vote du budget 2011 ; Un acte politique essentiel qui atteste des choix et des priorités de la Ville.

Les élus communistes ont voté CONTRE. Voilà en quelques lignes, nos raisons et propositions alternatives.

1 Le refus de banaliser la situation d'asphyxie des collectivités imposée par la droite au pouvoir.

Malgré le mouvement sur les retraites, le gouvernement continue à privatiser. Après la réforme de la Taxe Professionnelle, il s'en prend aux services publics locaux et décide pour 2011 de geler ses dotations aux collectivités. Privées d'une partie de leurs recettes ces dernières ont le choix entre, augmenter les impôts locaux (c'est le cas à Tarbes) ou construire des budgets de rigueur laminant une partie des dépenses sociales (c'est encore le cas à Tarbes)... Pendant ce temps le CAC 40 flambe.

Les élus communistes refusent cette situation et sont favorables à ce que les collectivités fassent front ensemble face à l'Etat pour imposer qu'il bouge sur cette question.

2 La jeunesse, pas le choix du sécuritaire.

Avec un taux de chômage atteignant 42 % des 16-24 ans dans certains quartiers de Tarbes, la jeunesse doit être l'une des priorités en matière d'emploi, logement, insertion, participation démocratique à la vie de la cité.

La municipalité préfère investir dans les caméras de surveillance : installation 500 000 euros + maintenance annuelle 150 000 euros et sans évaluation du dispositif, 150 000 euros supplémentaires en 2011. La sécurité constitue la première des libertés : pour la garantir, ne vaut-il pas mieux privilégier une police de proximité, des emplois d'éducateurs, subventionner des associations de quartier, enfin proposer un véritable plan municipal d'éducation et de formation pour lutter contre le chômage ?

Et puis, impliquer les citoyens dans les décisions politiques constituerait certainement le meilleur rempart contre toutes les régressions. Les élus communistes proposent que se tiennent des Etats généraux de la jeunesse.

3 L'eau doit revenir dans le domaine public.

Aujourd'hui 60 % des communes représentant 70 % de la population, ont délégué la gestion de l'eau au privé. Et Véolia Eau, la Lyonnaise des Eaux et Saur en situation de quasi monopole sur le marché leur imposent leur diktat.

La ville de Tarbes dans les années 90 a opté pour la Lyonnaise des Eaux. Vingt ans après, il serait pertinent de se reposer sans à priori la question du système le plus efficacement viable en terme de coût, de qualité et de durabilité !

La majorité UMP de Tarbes explique que la concurrence permet de baisser les tarifs pratiqués. La preuve est faite que les groupes privés savent pactiser pour « verrouiller » les appels d'offres : en 20 ans le prix du m³ a crû quatre fois plus vite que l'inflation, la note annuelle d'eau s'élevant à 238 euros par foyer.

Les élus communistes de Tarbes sont opposés à ce que la ville de Tarbes proroge la DSP du traitement des eaux : ils demandent l'organisation d'une consultation populaire courant 2011 préalable à toute décision concernant les marchés de l'eau et l'assainissement.

4 Un plan de titularisation des personnels.

A Tarbes, les chiffres sont éloquentes : en 2001, 5 % des agents étaient contractuels ; en 2011, ils sont 16,68 % !

La majorité municipale a décidé de réduire la « voilure » et de maîtriser ses dépenses de fonctionnement avec du personnel précaire pour pouvoir mener sa politique d'apparats !

Plutôt qu'étaler sur le temps le financement du musée des Hussards et engager dès 2011 un plan de résorption de la précarité communale, Gérard Trémège est resté fidèle à sa devise « Ah non, pas de titularisation, on ne pourrait pas licencier comme on veut par la suite... ».

Les tarbais apprécieront. D'autant qu'ils savent très bien que trop souvent ces petits emplois concernant d'abord les jeunes ne débouchent sur rien hormis le désespoir et l'amertume !

Le groupe Communiste à la ville de Tarbes affirme que l'intégration est possible si l'on fait le choix de l'humain avant celui du Marché. La ville de Tarbes doit mettre en place ce Plan de Titularisation des 178 salariés travaillant à temps partiel et après la ville de Montpellier qui a titularisé à temps plein, ses 536 vacataires, montrer l'exemple.

Dans le débat....

A propos du coût du rachat du site de l'Arsenal.

Questionné à ce sujet le Maire de Tarbes a expliqué que, de tous les sites sinistrés de Giat, c'est lui qui a payé le moins cher les terrains et les bâtiments.

Est ce le bon débat ?

A l'occasion de chacun des derniers plans sociaux l'Etat a recapitalisé l'entreprise à hauteur de plusieurs milliards à chaque fois avec le succès que l'on connaît.

Depuis 1871 les terrains de l'Arsenal appartenaient à l'Etat. En 1990, lors du passage en société nationale, Giat Industries en a hérité. Pour empocher, l'argent de la vente de ces sites qu'il n'a pas payés.

Localement c'est un total de 7,8 Millions € (3,8M€ pour Tarbes, 1,2 M€ pour Vallourec, 2,8 M€ pour Sagem). Et si on ajoute les rachats par la ville et le Grand Tarbes de terrains à Sagem, c'est une masse financière de 8,845 M€ qui a été brassée sur Tarbes. Ça fait cher l'arnaque à la ville, non ?

L'opposition demande un débat sur l'abattoir.

C'était le dernier point du Conseil Municipal du lundi 17 janvier, une information. Le maire a pris la parole à 22h évoquant le déficit pérenne de la structure avant d'évoquer la proposition de rachat de la société Arcadie de la « reprendre » avec l'objectif de tripler la production et de création de 40 emplois. Amorce d'un débat ? Que nenni, à 22h05 l'assemblée était close et la décision prise. Cela est intolérable ! L'opposition demande une vraie délibération s'appuyant sur un supplément d'informations sur ce projet de privatisation de l'abattoir ; sur le devenir de sa production, de son personnel, sur le repreneur Arcadie qui vient, après avoir racheté l'abattoir d'Auch il y a quelques années, de le lâcher pour concentrer sa production sur Tarbes, avant quelle ville ?

Les élus communistes votent contre le budget 2011 du Grand Tarbes.

Il n'y a pas un Trémège à la mairie de Tarbes et un autre sur l'agglomération. Le même homme et son équipe mènent la même politique municipale et communautaire. Qui s'inscrit dans le cadre d'étranglement des collectivités imposé par l'Etat, économise sur les politiques publiques pour faire la part belle aux investisseurs privés... En cohérence avec leurs collègues de Tarbes, Erick Barrouquère Theil et Daniel Rivière ont dit NON à ce budget.

Petit ABECEDAIRE du système TREMEGE

A comme AMIS. Sarkozy , Woerth , Bertrand, aujourd'hui Borloo... ou A comme Apolitique ? Voir aussi F comme finance
B comme Brader, le service public de l'eau vendue au plus offrant. Bientôt cela reviendra moins cher aux tarbais d'arroser les salades avec de l'Evian
C comme Caméras, la vidéo surveillance inefficace et la montée de l'insécurité dans les quartiers de Tarbes dans lesquels rien n'est mis en place pour la jeunesse
D comme désert, le centre ville de Tarbes voit ses boutiques fermer une à une, le centre ville est déplacé à Ibos chez les amis de Leclerc. Voir encore F comme finances.
E comme étiquette : UMP. Le maire la perd à chaque élection, mais la retrouve à chaque décision
F comme finances ou François Xavier Brunet, 1^{er} adjoint de Tarbes et nouveau Président de la CCI. Voir aussi A comme amis
G comme Gallego entrepreneur officiel de la ville, voir aussi à A comme amis et F comme finances
H comme hussard, on nous annonce un musée à dimension européenne voire mondiale, c'est de l'hystérie avec un H
I comme inconscience dans l'utilisation des fonds publics, voir aussi à H comme hussards
J comme Je, comme moi Je, voir aussi M comme Monarque
K comme Kangourou, l'essentiel est d'avoir une grande poche
L comme Leclerc, décideur et Ami officiel de la ville de Tarbes, mais pas du code du travail !
M comme Monarque, comme Moi, comme Moi je, voir aussi J comme Je
N comme Nénuphar, après les palmiers rue Maréchal Foch, bientôt des plantes aquatiques pour chaque ménage
U comme UMP, la vraie étiquette cachée sur les professions de foi des Doubrère, Craspay et Larrazabal
..... A suivre



Avec les Bostik !

15 milliards de profit en 2010 et Total décide de fermer Bostik Ibos (sous traitant) pour motif économique ! Ainsi début décembre 30 salariés apprennent qu'ils vont faire les frais de cette frénésie financière. La mobilisation s'engage avec à leurs côtés les élus communistes tarbais et du Grand Tarbes; Marie-George Buffet relaie la mobilisation en déposant une question écrite courant janvier à l'Assemblée Nationale. Le 4 février au terme d'une table ronde gagnée par les salariés, la direction « trouve » 28 postes à Pau et Lacq et 20 poste en CDI sur le bassin tarbais. Un premier pas qui en appelle d'autres. On continue.

Pour les cantonales, les élus communistes tarbais font FRONT de GAUCHE !

Ils appellent à faire du neuf dans les trois cantons renouvelables de Tarbes et faire le choix utile pour la gauche ; celui rassemblement et du combat faisant des services publics, de la laïcité, du conditionnement des aides publiques à des critères sociaux et environnementaux, de la démocratie en actes, la priorité des priorités !

Les 20 et 27 mars prochains, ils vous appellent à voter et faire voter.



Laurent ROUGE
Marie-Jo DE LA CRUZ
TARBES I



Marcel CASSAGNE
Sylvie MENVIELLE
TARBES II



Carole BARBE
Georges DUSSERT
TARBES V